

Reporters Sans Frontières : "Sans une presse libre, aucun combat ne peut être entendu"

Le nouvel album de photographies de Reporters sans frontières (RSF) est en vente depuis le 10 décembre. Cette année, il est dédié à la talentueuse photographe Sabine Weiss. Une belle occasion, à valeur ajoutée culturelle, de faire un don à l'association qui lutte, par-delà les frontières, pour la liberté de la presse. Entretien avec Robert Ménard, l'emblématique fondateur et secrétaire général de RSF.

Contez-nous la genèse de Reporters sans frontières...

Robert Ménard : J'ai créé Reporters sans frontières en 1985. J'étais alors journaliste à l'antenne locale de Radio France à Montpellier. Une catastrophe naturelle venait de se produire et bon nombre d'auditeurs appelaient pour se plaindre de ne pas être suffisamment informés. Ils nous prenaient à partie nous reprochant de ne pas nous rendre dans certains pays. J'ai créé RSF pour répondre à cet impératif : informer des événements de notre monde quel que soit le lieu et quel que soit le rapport de ce lieu à la liberté... Petit à petit, notre association est devenue une organisation internationale : nous sommes aujourd'hui présents dans 130 pays.

Quelle est votre définition du journalisme ?

R. M. : Le journalisme c'est rendre compte de l'actualité le plus honnêtement possible. Le journaliste doit décrire des événements, des faits, et les inscrire dans un contexte d'après le maximum d'informations qu'il aura pu recueillir. Le journaliste doit récolter toutes les informations, y compris lorsqu'elles contredisent ses convictions...

Il doit ensuite les transmettre sans jamais que ses sentiments personnels ne transparaissent. L'opinion d'un journaliste ne doit jamais interférer dans sa mission, à moins de faillir à sa tâche. Malraux disait à propos de ce métier que l'on ne sait pas quand on dit la vérité mais que l'on sait quand on ment... Le journaliste doit nous aider à penser et ne pas penser pour nous. Il doit nous aider à comprendre le monde dans sa complexité ; s'il ne s'efface pas derrière l'information, plus que manquer aux règles déontologiques de la profession, il manque à l'éthique même du journaliste. L'objectivité est une condition impérative à sa qualité de journaliste. Le journaliste ne doit pas discourir ; le journaliste doit décrire.

Pour Kierkegaard la vérité est la subjectivité... L'objectif d'objectivité est-il réellement réalisable ?

R. M. : C'est une belle définition de philosophe ! Dans la réalité, si le journalisme est un travail d'artisan, ça n'est pas une pratique solitaire. Il est un maillon d'une chaîne. L'information sera ainsi toujours vérifiée et recoupée. Cette organisation est propre, par son essence même, à limiter et circonscrire la subjectivité.

Il y a actuellement une crise du journalisme en France... Pourquoi l'image des journalistes est-elle devenue si négative ?

R. M. : Il est vrai qu'aujourd'hui en France, le journalisme est en crise. Et il est en crise notamment parce que le journalisme de qualité est en crise. Un français sur deux a une mauvaise image des journalistes et il faut savoir balayer devant sa porte : certains journalistes font du mauvais travail.

De plus, la parole des élites est mise en cause et les journalistes sont assimilés aux élites.

En parallèle, nous constatons que beaucoup théorisent une véritable idéologie du complot. Les plus dangereux de ces théoriciens appartiennent à une partie de l'ultra gauche. La spécificité des propriétaires des médias français est le socle de cette idéologie : ils n'appartiennent pas au monde des médias mais à la sphère des affaires, c'est-à-dire un monde dans lequel l'Etat est acteur. Cela ne va pas sans poser des problèmes, mais il ne faut pas forcer le trait. Les conséquences de cette idéologie sont de plus en



plus conséquentes : lors des dernières grèves, des membres radicaux du syndicat Sud ont interdit aux journalistes l'accès aux dépôts de trains, et lors des dernières manifestations étudiantes, on m'a rapporté que des étudiants « bloqueurs » avaient dessiné à l'entrée de leur fac un fil de fer barbelé comme limite à ne pas franchir par les journalistes. Bonjour le symbole !... Et l'absurde gagne du terrain. Pour preuve, l'obligation pour les journalistes de s'affubler de fixeurs pour pouvoir faire leur travail dans telle ou telle cité où les jeunes sont en révolte. Or je vous l'affirme : la liberté de la presse ne s'est jamais aussi bien portée en France. Mais je le répète, le journalisme est victime et coupable de ce phénomène. Certains journalistes alimentent cette idéologie. Avec un journalisme de qualité, il n'y aurait pas ce problème de confiance.

Aujourd'hui, plus un téléphone portable qui ne soit aussi un appareil photo ou une caméra : chacun n'est-il pas devenu un reporter d'images potentiel ?

R. M. : Les outils ne sont pas mauvais en soi, bien au contraire. Tout est une question d'utilisation. Les seules images qui nous sont arrivées de Birmanie ont été filmées via téléphones portables et transmises par Internet. Je dis bravo ! Mais tout fait filmé n'est pas de l'information. Les gens connus piégés via ces outils en savent quelque chose... Quand la sphère privée de personnalités publiques est dans la ligne de mire, je dis stop. Utiliser ces capacités technologiques ainsi c'est avoir l'œil dans le trou de la serrure. Il est vrai que certaines images peuvent participer d'un débat, mais le terrain est glissant : il est très facile de bascu-

ler dans le voyeurisme et de faire du journalisme de caniveau...

L'air du temps est au relativisme culturel et c'est une véritable folie ! C'est le règne du « toutes les paroles se valent ! » On le voit très bien sur Internet, où règne de manière absolue la subjectivité... Cela participe d'ailleurs de la crise de conscience actuelle du journalisme. Mais les blogs ne remplacent pas l'information. Il est rarissime qu'on y découvre de l'information. On y glose, on y critique l'information mais l'on n'y informe pas. L'information demande des moyens, de la rigueur, des règles professionnelles, un contrôle. Le journalisme ne s'improvise pas : c'est un métier.

La liberté de la presse se porte bien en France. Qu'est-ce qui pourrait l'épanouir encore davantage ?

R. M. : Nous avons une législation rétrograde. Notamment, elle protège mal les sources des journalistes. Un respect un peu moins important pour les secrets d'Etat ne nous ferait pas de mal... Ainsi, en décembre dernier, le journaliste Guillaume Dasquié, après avoir divulgué des informations classifiées, a été placé en garde à vue par la DST, puis mis en examen pour « détention et divulgation au public de renseignements ayant le caractère d'un secret de la défense nationale. » Un moyen pas comme les autres de faire pression pour obtenir le nom de sa source... Il faut changer. D'autant plus que la France a déjà été condamnée deux fois par la Cour européenne des droits de l'homme pour des affaires de ce type...

Quels sont les pays champions du bâilonnement de journalistes ?

R. M. : Dans un tiers des pays du monde, il n'y a pas de liberté de la presse et je serais plus que tenté d'ajouter : donc pas de démocratie. La liberté de la presse est incontestablement le baromètre de la démocratie.

A Cuba, 24 journalistes sont toujours derrière les barreaux. L'Erythrée est le dernier pays de notre classement mondial de la liberté de la presse. La presse privée y a été purement et simplement bannie, et au sens propre s'il vous plaît : les rares journalistes qui ont osé critiquer le régime d'Issaïas Afeworki ont été jetés au bagne dans des conditions de détention tellement exécrables qu'elles ont déjà été fatales à quatre d'entre eux. Le Turkménistan, la Tunisie, le Zimbabwe ne sont pas en reste. La Chine conserve la médaille d'or des viola-



tions des droits de l'homme et reste la plus grande prison du monde pour les professionnels des médias. Les blogueurs y sont même désormais menacés avec la même force que les journalistes des médias traditionnels...

Un mot sur l'Irak : actuellement 14 journalistes y sont retenus en otage. Florence Aubenau avait mobilisé l'opinion de manière exceptionnelle. Là, tous ces journalistes sont irakiens donc ça n'intéresse personne. C'est une règle terrible : quand ça ne nous concerne pas, on est autiste au reste du monde. Mais l'intensité d'une mobilisation n'est pas qu'affaire de nationalité : le lieu est également important. Si un journaliste français est enlevé dans un lieu qui n'est pas médiatisé ou inconnu, cet événement ne fera pas l'événement...

Le journalisme français semble actuellement dans une mauvaise passe : cinq journalistes ont été enlevés ou arrêtés courant décembre dont Gwen Le Gouil au Puntland et les deux journalistes de France 24 au Sri Lanka, tous libérés depuis. A l'heure actuelle, deux journalistes arrêtés au Niger sont toujours en prison. Nous notons une tendance, fâcheuse, des pouvoirs en place en Afrique à assimiler les journalistes avec leurs gouvernements et à pratiquer la politique du bouc émissaire...

Les scandales se succèdent et nous les oublions aussi vite qu'ils nous ont offensés... N'est-ce pas là une conséquence d'un trop plein d'informations ?

R. M. : Nous avons une capacité incroyable à oublier... Informations en anglais se dit news. Le nouveau est le fonds de commerce des médias. La presse n'a pas de mémoire. Elle ne remplit pas une mission d'éducation. Ce n'est pas son rôle d'appeler à la solidarité, même si elle peut l'induire et le relayer, comme ce n'est pas son rôle de juger.

Les informations importantes se succèdent et en plus, elles sont de plus en plus souvent noyées dans un flot d'insignifiantes. Le phénomène de peoplisation de l'information, est dommageable. Mais nous sommes tous

responsables devant l'information. Nous avons tous une responsabilité en matière d'information : s'informer commande un effort. S'informer commande de s'abreuver à des sources différentes, de faire marcher son regard critique, de prendre sur soi, de prendre le risque de prendre en compte un point de vue qui n'est pas le nôtre. S'informer commande de penser, et penser c'est penser contre soi. Il faut fournir cet effort. On n'est pas un citoyen si on ne s'informe pas.

Outre votre action médiatique, agissez-vous sur le terrain ?

R. M. : Naturellement. Nous ne nous contentons pas d'informer sur les journalistes emprisonnés, pris en otages, ou assassinés pour avoir voulu faire leur travail. Cette action est fondamentale pour déclencher la mobilisation des politiques, des diplomates et de l'opinion publique, mais nous sommes également présents à leurs côtés, sur le terrain. Nous apportons des aides aux familles des journalistes, nous payons des avocats, des médecins, nous investiguons. Nous fournissons aussi les moyens aux journalistes en difficulté de faire leur travail : nous les livrons en papier journal, matériel d'imprimerie, émetteurs comme par exemple à Sarajevo, lorsque la ville était assiégée. Nous avons aidé à la création d'une maison des journalistes à Paris pour l'accueil des journalistes contraints à l'exil. Reporters sans frontières informe et aide, mobilise et assiste.

Toutes nos actions sont possibles grâce notamment aux ventes de nos trois albums photo annuels, qui constituent plus de 50 % de notre budget. C'est le grand public, en achetant nos albums, qui nous donne les moyens de notre indépendance et les moyens d'agir. Cet album photo c'est une réelle belle histoire, une belle chaîne, solide, de solidarité : des photographes aux marchands de journaux dans leurs kiosques. L'intégralité du coût des albums est reversée à RSF pour que nous puissions mener à bien nos actions en faveur de la presse au jour le jour. Acheter un album photo de RSF c'est un plaisir mais c'est avant tout une bonne action.

Le baromètre 2007 de la liberté de la presse ?

R. M. : 83 journalistes tués, 17 collaborateurs tués, 131 journalistes emprisonnés, 6 collaborateurs emprisonnés, 64 cyberdissidents emprisonnés.